

RCS : LA ROCHE SUR YON

Code greffe : 8501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LA ROCHE SUR YON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 00463

Numéro SIREN : 828 601 799

Nom ou dénomination : 2B2F Industrie

Ce dépôt a été enregistré le 17/01/2024 sous le numéro de dépôt 457

**2B2F INDUSTRIE**

Société par actions simplifiée au capital de 100.000 euros  
Siège social : (85340) LES SABLES D'OLONNE – 7-9 allée Alain Gautier – Olonne-sur-Mer  
828 601 799 RCS LA ROCHE SUR YON

(la « Société »)

---

**ACTE SOUS SEING PRIVE CONSTATANT LES DECISIONS DES ASSOCIES  
EN DATE DU 30 NOVEMBRE 2023**

---

L'an deux mille vingt-trois,  
Le trente novembre,

**LES SOUSSIGNEES :**

- **NEW GROUPE NADIA 2**, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé Route de Cholet – Le Puy Saint-Bonnet – 49300 Cholet, identifiée sous le numéro 833 782 006 RCS Angers, représentée par la société EdP en qualité de Présidente, elle-même représentée par Monsieur Eric de Pontbriand,

Propriétaire de 999 actions de la Société ;

- **NADIA INDUSTRIES**, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé Route de Cholet – Le Puy Saint-Bonnet – 49300 Cholet, identifiée sous le numéro 922 387 337 RCS Angers, représentée par la société EdP en qualité de Présidente, elle-même représentée par Monsieur Eric de Pontbriand,

Propriétaire de 1 action de la Société

Agissant en qualité de seules associées de la Société (les « Associées »), détenant l'intégralité du capital et des droits de vote de la Société,

**APRES AVOIR PRIS CONNAISSANCE DES DOCUMENTS SUIVANTS :**

- les statuts à jour de la Société ;
- le projet de nouveaux statuts de la Société ;

**ONT PRIS LES DECISIONS SUIVANTES AYANT POUR OBJET :**

- Constatation de la démission de NEW GROUPE NADIA 2 de ses fonctions de Président ;
- Nomination de NADIA INDUSTRIES en tant que Présidente de la Société ;
- Mise à jour des statuts de la Société suite au LMBO du 11 juillet 2023
- Pouvoirs pour les formalités.

### **PREMIERE DECISION**

*(Constatation de la démission de NEW GROUPE NADIA 2 de ses fonctions de Président)*

Les Associées, après avoir pris connaissance de la démission de NEW GROUPE NADIA 2 de ses fonctions de Président, à effet du 30 novembre 2023 prennent acte de cette démission.

*Cette décision est adoptée à l'unanimité des associées.*

### **DEUXIEME DECISION**

*(Nomination de la société NADIA INDUSTRIES en qualité de nouveau Président)*

Les Associées décident de nommer NADIA INDUSTRIES, S.A.S. au capital de 30.000.000€ dont le siège est situé, Route de Cholet – Le Puy-Saint-Bonnet – 49300 CHOLET, immatriculée au RCS d'ANGERS, sous le numéro 922 387 337, représentée par la société EdP en qualité de Présidente, elle-même représentée par Monsieur Eric de Pontbriand, en qualité de Président en remplacement de NEW GROUPE NADIA 2.

Cette nomination qui prend effet le 30 novembre 2023 est effectuée pour une durée illimitée.

*Cette décision est adoptée à l'unanimité des associées.*

### **TROISIEME DECISION**

*(Mise à jour des statuts suite au LMBO du 11 juillet 2023)*

Les Associées,

après avoir pris connaissance des statuts actuels de la Société et du projet des nouveaux statuts, décident d'apporter des modifications aux statuts de la Société :

- l'ajout de définitions dans les statuts (Article 1) ;
- la refonte totale de l'article relatif au Président de la Société et Directeur Général (Article 13).

Les Associées décident de procéder à la modification des statuts de la Société.

En conséquence, les Associées adoptent le projet des nouveaux statuts de la Société dont un exemplaire figure en **Annexe** du présent acte.

*Cette décision est adoptée à l'unanimité des Associées.*

### **QUATRIEME DECISION**

*(Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités)*

Les Associées délèguent tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'effectuer toutes les formalités prévues par la loi.

*Cette décision est adoptée à l'unanimité des associées.*

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent acte qui, après lecture, a été signé par les Associées.

**NEW GROUPE NADIA 2**

Représentée par EdP, elle-même représentée par  
Eric de Pontbriand



**NADIA INDUSTRIES**

Représentée par EdP, elle-même représentée par  
Eric de Pontbriand



**Annexe**

**Statuts modifiés de la Société**

# 2B2F INDUSTRIE

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

Au capital de 100.000 euros

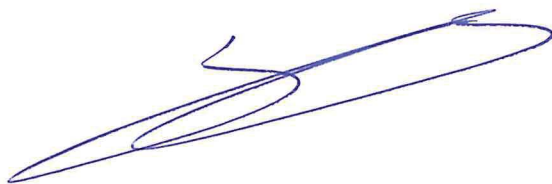
Siège social : Parc Actilonne – 7 et 9 Allée Alain Gautier

85340 OLONNE-SUR-MER

828.601.799 RCS LA ROCHE-SUR-YON

## STATUTS

Certifiés conformes

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke, positioned below the text 'Certifiés conformes'.

*Mis à jour suite aux décisions des associés en date du 30 novembre 2023*

## SOMMAIRE

### PREMIERE PARTIE – STATUTS

#### TITRE I – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA SOCIETE UNIPERSONNELLE

##### SOUS-TITRE I – FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE – DUREE

ARTICLE 1er - FORME  
ARTICLE 2 - DÉNOMINATION  
ARTICLE 3 - OBJET  
ARTICLE 4 - SIÈGE  
ARTICLE 5 – DURÉE

##### SOUS-TITRE II – APPORTS – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL  
ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL  
ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS - ACTIONS DE PREFERENCE  
ARTICLE 9 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES  
ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL  
ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT  
ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL

##### SOUS-TITRE III – ADMINISTRATION – CONTROLE – COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 13 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ - DIRECTEUR GENERAL  
ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS  
ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

##### SOUS-TITRE IV – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

ARTICLE 16 - OBJET DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE  
ARTICLE 17 - INFORMATION DE L'ASSOCIE UNIQUE

##### SOUS-TITRE V – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION DES RESULTATS – REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX  
ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

##### SOUS-TITRE VI – TRANSFORMATION – PROROGATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 20 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION  
ARTICLE 21 – LIQUIDATION

**TITRE II – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE PERTE DU CARACTERE UNIPERSONNELLE DE LA SOCIETE**

ARTICLE 22 - PERTE DU CARACTÈRE UNIPERSONNEL

ARTICLE 23 - MODIFICATIONS DU CAPITAL - ROMPUS

ARTICLE 24 - TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT

ARTICLE 25 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE

ARTICLE 26 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 27 - OBJET DES DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 28 - FORME DES DÉCISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 29 - PARTICIPATION AUX DÉCISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 30 - REGLES DE MAJORITE POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 31 - PROCÈS-VERBAUX

ARTICLE 32 - DROIT D'INFORMATION DE ASSOCIES

## TITRE I – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA SOCIETE UNIPERSONNELLE

---

### SOUS-TITRE I – FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE – DUREE

---

#### ARTICLE 1er - FORME

##### 1. Forme

A la suite des décisions de l'Associé unique de la société en date du 26 juin 2022, la société a été transformée en société par actions simplifiée, régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres limitativement définies par la loi.

##### 2. Définitions

Pour les besoins des présents statuts, les termes et expressions commençant par une majuscule ont la signification donnée ci-après :

**“Comité des Experts”**

Désigne le comité des experts de la Société Contrôlante.

**"Contrôle "**

a le sens qui lui est donné par l'article L. 233-3 I et II du Code de Commerce, les termes "**Contrôlant** " et "**Contrôlé(e)** " s'entendant par référence à la notion de Contrôle ainsi définie.

**“Décisions Stratégiques”**

Désigne les décisions ci-après prises au niveau de la Société :

- Investissements à réaliser dans le cadre d'un projet dont le coût est supérieur à 1.500.000 euros et tout financement correspondant ;
- Fermeture ou déplacement d'un site comprenant plus de 10 personnes ;
- Désinvestissements d'un montant unitaire supérieur à 1.500.000 euros ;
- Licenciement / révocation d'un directeur général (salarié) ou mandataire social ;
- Constitution de garantie ou de suretés d'un montant unitaire supérieur à 500.000 euros ;
- Projet de croissance externe ou de cession pour un montant unitaire supérieur à 1.500.000 euros ;
- Opérations de fusions, scissions, apports partiels d'actifs, apports en nature ou autres opération similaire faisant intervenir un tiers au Groupe Nadia ;
- Avantages spéciaux ou particuliers significatifs (dont actions de préférence) et management packages (dont actions gratuites, BSPCE etc.) accordés à certains associés de la Société Contrôlante ou salariés du Groupe Nadia ou aux mandataires sociaux ou certains mandataires sociaux du Groupe Nadia ;

- Modification significative de la nature de l'activité et/ou créer, suspendre ou arrêter toute branche d'exploitation ou l'activité.

"**Société Contrôlante**" désigne la société qui Contrôle de manière ultime la Société.

" **Société** " désigne la société régie par les présents statuts.

## **ARTICLE 2 - DÉNOMINATION**

La société est dénommée 2B2F INDUSTRIE.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

## **ARTICLE 3 - OBJET**

La société a pour objet :

- la fabrication par assemblage et la vente en gros de volets roulants en PVC ou aluminium en vue de leur distribution auprès d'une clientèle de professionnels ;
- la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes les opérations ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ;
- toutes les opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet ;
- le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, au moyen de création de sociétés ou groupements nouveaux, d'apports, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; et
- et, généralement, toutes opérations mobilières ou immobilières, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement aux objets précités ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles aux objets précités ou de nature à en faciliter la réalisation.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

## **ARTICLE 4 - SIÈGE**

Le siège de la société est fixé à Parc Actilonne – 7 et 9 Allée Alain Gautier – 85340 OLONNE-SUR-MER.

Il peut être déplacé dans le même département ou dans un département limitrophe par décision du Président suivant les modalités fixées par les dispositions légales, sous réserve de ratification par la prochaine décision de l'associé unique ou par la prochaine décision collective extraordinaire des associés, et en tout lieu par décision de l'associé unique ou par la prochaine décision collective extraordinaire des associés

#### **ARTICLE 5 - DURÉE**

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

**ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL**

1. Lors de la constitution de la Société, il a été fait les apports suivants :

- **La société dénommée DACALIZE**

Apport en numéraire

La somme de trente mille euros (30.000,00 €).

Cette somme a été déposée, dès avant ce jour, conformément à la loi, au Crédit Mutuel Océan – Agence d’Olonne sur Mer 292 Avenue François Mitterrand sur un compte ouvert au nom de la société en formation sous le numéro 15519 39057 00021134902 40.

- **La société dénommée S.T.H.A.F.**

Apport en numéraire

La somme de trente mille euros (30.000,00 €).

Cette somme a été déposée, dès avant ce jour, conformément à la loi, au Crédit Mutuel Océan – Agence d’Olonne sur Mer 292 Avenue François Mitterrand sur un compte ouvert au nom de la société en formation sous le numéro 15519 39057 00021134902 40.

- **Monsieur Pascal NAVARRO**

Apport en numéraire

La somme de trente mille euros (30.000,00 €).

Cette somme a été déposée, dès avant ce jour, conformément à la loi, au Crédit Mutuel Océan – Agence d’Olonne sur Mer 292 Avenue François Mitterrand sur un compte ouvert au nom de la société en formation sous le numéro 15519 39057 00021134902 40.

- **La société dénommée JFS**

Apport en numéraire

La somme de cinq mille euros (5.000,00 €).

Cette somme a été déposée, dès avant ce jour, conformément à la loi, au Crédit Mutuel Océan – Agence d’Olonne sur Mer 292 Avenue François Mitterrand sur un compte ouvert au nom de la société en formation sous le numéro 15519 39057 00021134902 40.

- **La société dénommée NACLANTHO**

Apport en numéraire

La somme de cinq mille euros (5.000,00 €).

Cette somme a été déposée, dès avant ce jour, conformément à la loi, au Crédit Mutuel Océan – Agence d’Olonne sur Mer 292 Avenue François Mitterrand sur un compte ouvert au nom de la société en formation sous le numéro 15519 39057 00021134902 40.

2. Le 27 décembre 2017, la société JFS a cédé cinquante (50) parts sociales de la Société à la société DACALIZE.

3. Le 4 janvier 2018, la société DACALIZE a cédé trois cent cinquante (350) parts sociales de la Société à la société HOLDING LFV.

4. Le 12 janvier 2018, la société S.T.H.A.F. a cédé trois cents (300) parts sociales de la Société à la société HOLDING LFV.

5. Le 30 janvier 2019, M. Pascal NAVARRO a cédé trois cents (300) parts sociales de la Société à la société HOLDING LFV.
6. Le 7 février 2022, la société NACLANTHO a cédé cinquante (50) parts sociales de la Société, numérotées de 951 à 1.000, à la société HOLDING LFV.

#### **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à cent-mille (100.000) euros.

Il est divisé en mille (1.000) actions ordinaires d'une valeur nominale de cent (100) euros chacune.

#### **ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS - ACTIONS DE PREFERENCE**

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier, y compris au profit de tiers.

La société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Elle a toujours la faculté d'exiger le rachat de la totalité de ses propres actions de préférence ou de certaines catégories d'entre elles.

#### **ARTICLE 9 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES**

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la société revêtent obligatoirement la forme nominative. Ils sont inscrits en compte au nom de leur propriétaire.

#### **ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL**

Le capital peut être augmenté, amorti ou réduit, par décision de l'Associé Unique par les moyens et selon les modalités prévues par la loi pour les sociétés anonymes.

#### **ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT**

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Les cessions ou transmissions d'actions de l'Associé Unique, quelle qu'en soit la forme, s'effectuent librement.

Il en est de même des valeurs mobilières donnant accès au capital, souscrites par l'Associé Unique. Toutefois, leur cessionnaire et tout cessionnaire successif ne peuvent eux-mêmes les céder ou les transmettre sous quelque forme que ce soit, sans l'agrément préalable de l'Associé Unique, dans les conditions prévues à l'article 24 applicables après la perte du caractère unipersonnel de la société.

## **ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL**

L'Associé Unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

## SOUS-TITRE III – ADMINISTRATION – CONTROLE – COMMISSAIRES AUX COMPTES

---

### ARTICLE 13 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ - DIRECTEUR GENERAL

1. Président

- Qualités – Nomination - Responsabilité

La Société est dirigée par un Président, personne physique ou morale ayant, ou non, la qualité d'Associé. Le Président est nommé, et son mandat est renouvelé, par décision de la collectivité des Associés statuant en matière ordinaire.

Les règles fixant la responsabilité des membres du Conseil d'administration et du directoire des sociétés anonymes sont applicables au Président.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ladite personne morale est représentée par son représentant légal, ou l'un de ses représentants légaux, ou par tout représentant qu'elle désigne à cette fin.

- Durée des fonctions - Rémunération

Le mandat du Président peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

La décision nommant le Président, ou renouvelant son mandat, fixe la durée de ses fonctions, ou de ses fonctions renouvelées.

La rémunération du Président, qu'elle soit fixe et/ou variable est fixée par le Comité des Rémunérations.

Le Président peut en tout cas obtenir remboursement sur justificatif des dépenses qu'il expose et nécessités par l'exercice de son mandat.

- Cessation des fonctions

Le mandat de Président prend fin :

- soit par l'arrivée du terme du mandat, lorsque le mandat est à durée déterminée ;
- soit par la démission du Président, sous réserve du respect d'un préavis de trois (3) mois ; ce délai pourra être réduit sur décision de la collectivité des associés statuant en matière ordinaire ;
- soit, si le Président est une personne physique, par son décès ;
- soit, si le Président est une personne morale, par sa radiation du Registre du Commerce et des Sociétés, s'il y est inscrit, ou par sa disparition ;

- soit par la survenance à l'encontre du Président de toute interdiction de diriger, gérer ou d'administrer résultant de tout texte ou de toute décision judiciaire ;
  - soit par la révocation du Président, celle-ci pouvant intervenir par décision collective des Associés statuant en matière ordinaire, étant disposé que cette décision doit être motivée par un juste motif. A défaut, elle peut donner lieu au paiement de dommages et intérêts.
  - soit par la dissolution ou la transformation de la Société.
- Pouvoirs

Conformément à la loi, le Président représente la Société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans les limites de son objet social.

La Société est, conformément à la loi, engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des Statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président agit dans le respect des pouvoirs que la loi ou les présents Statuts réservent (i) à la collectivité des Associés et (ii) au Comité des Experts.

L'autorisation préalable du Comité des Experts pour les Décisions Stratégiques constitue une limitation statutaire aux pouvoirs du Président.

## **2. Directeur Général**

La Société est représentée à l'égard des tiers par un Président au sens de l'article L. 227-6 du Code de commerce et, le cas échéant, par un ou plusieurs Directeurs Généraux au sens de l'article L. 227-6 du Code de commerce.

### - Qualités – Nomination - Responsabilité

La collectivité des Associés statuant en matière ordinaire peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux.

Les Directeurs Généraux peuvent être une personne physique ou une personne morale, Associé ou non.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient dirigeant en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Tout Directeur Général personne physique, ou le représentant de la personne morale Directeur Général, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

- Durée des fonctions - Rémunération

Le mandat du Directeur Général peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, le mandat est renouvelable sans limitation.

La décision nommant le Directeur Général ou renouvelant son mandat, fixe la durée de ses fonctions, ou de ses fonctions renouvelées.

La rémunération du Directeur Général, qu'elle soit fixe et/ou variable est fixée par le Comité des Rémunérations.

Le Directeur Général peut en tout cas obtenir remboursement sur justificatif des dépenses qu'il expose et nécessitées par l'exercice de son mandat.

- Cessation des fonctions

Le mandat de Directeur Général prend fin :

- soit par l'arrivée du terme du mandat, lorsque le mandat est à durée déterminée ;
- soit par la démission du Directeur Général, sous réserve du respect d'un préavis de trois (3) mois ; ce délai pourra être réduit sur décision de la collectivité des associés statuant en matière ordinaire ;
- soit, si le Directeur Général est une personne physique, par son décès ;
- soit, si le Directeur Général est une personne morale, par sa radiation du Registre du Commerce et des Sociétés, s'il y est inscrit, ou par sa disparition ;
- soit par la survenance à l'encontre du Directeur Général de toute interdiction de diriger, gérer ou d'administrer résultant de tout texte ou de toute décision judiciaire ;
- soit par la révocation du Directeur Général, celle-ci pouvant intervenir par décision collective des Associés statuant en matière ordinaire, étant disposé que cette décision doit être motivée par un juste motif. A défaut, elle peut donner lieu au paiement de dommages et intérêts.
- soit par la dissolution ou la transformation de la Société.

- Pouvoirs

Conformément à la loi, tout Directeur Général représente la Société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans les limites de son objet social.

La Société est, conformément à la loi, engagée même par les actes du Directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des Statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué agit dans le respect des pouvoirs que la loi ou les présents Statuts réservent (i) au Président (ii) à la collectivité des Associés et (iii) au Comité des Experts.

- Limitations de pouvoirs

L'autorisation préalable du Comité des Experts pour les Décisions Stratégiques constitue une limitation statutaire aux pouvoirs de tout Directeur Général.

Le Directeur Général ou Directeur Général Délégué ne pourra pas, sans avoir obtenu une délégation de signature ou un pouvoir spécial du Président de la Société, prendre les décisions suivantes au niveau de la Société, qui ressortent de la compétence du Président :

- Tout(s) investissement(s) non prévu(s) dans le plan d'investissement ou le budget annuel approuvés par le Président d'un montant unitaire ou d'un montant annuel excédent 5.000 euros ou qui, bien que prévu(s) dans le plan d'investissement ou le budget annuel approuvés par le Président est(sont) d'un montant unitaire excédent 25.000 euros ;
- Tout(s) désinvestissement(s) d'actif immobilisé financier (quel que soit son montant), d'actif nécessaire à l'activité de la Société (quel que soit son montant) et tout désinvestissement d'actif immobilisé non prévu(s) dans le budget annuel approuvé par le Président d'un montant unitaire ou d'un montant annuel excédent 5.000 euros ou qui, bien que prévu(s) dans le budget annuel approuvé par le Président est(sont) d'un montant unitaire excédent 25.000 euros ;
- Toute souscription, octroi ou modification de tout(s) emprunt(s) ;
- Toute constitution de garantie ou de sûreté ;
- Le déclenchement de procédures disciplinaires graves d'un cadre telles que la mise à pied ou toute procédure pouvant aboutir à un licenciement ;
- Le licenciement ou l'embauche d'un cadre de la Société en CDI ;
- La modification de la rémunération des cadres ;
- Agir en justice ;
- Toute opération de croissance externe.

#### **ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS**

Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et un dirigeant sont mentionnées au registre des décisions sociales.

Lorsque le dirigeant n'est pas associé, les conventions intervenant entre lui et la société, directement ou par personne interposée, sont soumises à l'autorisation préalable de l'Associé Unique.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux opérations portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président de la société, personne physique, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale, président de la société. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa ainsi qu'à toute personne interposée.

#### **ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le contrôle de la société est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

## SOUS-TITRE IV – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

---

### ARTICLE 16 - OBJET DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

Les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par les dispositions légales applicables aux sociétés par actions simplifiées comprenant plusieurs associés sont exercés par l'Associé Unique qui, en cette qualité, ne peut déléguer ses pouvoirs et prend les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats, à l'exception des distributions d'acomptes sur dividendes qui sont de la compétence du président de la société,
- nomination, révocation du président de la société et du ou des directeurs généraux,
- fixation de leur rémunération et de la durée de leurs fonctions,
- autorisation des opérations qui excèdent les pouvoirs des dirigeants,
- nomination des commissaires aux comptes,
- rachats d'actions prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur,
- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions,
- émission de valeurs mobilières donnant accès au capital
- autorisation à donner au président de la société afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés correspondants,
- fusion, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,
- transformation en société d'une autre forme,
- prorogation de la durée de la société,
- modification des statuts dans toutes leurs autres dispositions,
- dissolution anticipée de la société, règlement du régime de la liquidation, nomination et révocation du ou des liquidateurs.

L'Associé Unique statue enfin sur toute autre proposition concernant la conduite des affaires sociales. S'il existe un comité social et économique, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au président et à l'Associé Unique de l'aviser, par écrit, de la date à laquelle doit être prise par l'Associé Unique la décision relative à l'examen des comptes annuels.

En ce cas, la société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente-cinq jours au moins avant la date prévue pour la prise de la décision.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité social et économique dûment mandaté au siège de la société, par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la prise de la décision.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

L'Associé Unique accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité social et économique dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

#### **ARTICLE 17 - INFORMATION DE L'ASSOCIE UNIQUE**

S'il n'exerce pas lui-même la présidence de la société, l'Associé Unique a, sur tous les documents sociaux, un droit de communication permanent qui lui assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de ses droits. En outre, sont tenus à sa disposition quinze (15) jours au moins avant la date à laquelle il est appelé à les approuver, les comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, le rapport du commissaire aux comptes, s'il en existe un, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution.

Pour toute autre consultation, le président de la société non associé adresse ou remet à l'Associé Unique, avant qu'il ne soit invité à prendre les décisions qui lui incombent, le texte des projets de résolution ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, s'il en existe un, et des commissaires à compétence particulière.

**SOUS-TITRE V – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION DES  
RESULTATS – REPARTITION DES BENEFICES**

---

**ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

A la clôture de chaque exercice, le président de la société dresse l'inventaire de l'actif et du passif et les comptes annuels.

S'il existe un commissaire aux comptes, ces documents comptables sont mis à sa disposition un (1) mois au moins avant la date à laquelle l'Associé Unique est appelé à les approuver ou, si ce dernier n'exerce pas lui-même la présidence, un (1) mois au moins avant la date à partir de laquelle il peut exercer son droit d'information.

Dans les six (6) mois suivant la date de clôture de l'exercice, l'Associé Unique, connaissance prise le cas échéant, du rapport du commissaire aux comptes, statue sur les comptes et l'affectation des résultats.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également approuvés par l'Associé Unique dans ce délai.

**ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE**

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut, en tout ou en partie, être reporté à nouveau, être affecté à des fonds de réserve généraux ou spéciaux ou être appréhendé par l'Associé Unique à titre de dividende. La décision est prise par l'Associé Unique.

En outre, l'Associé Unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

**SOUS-TITRE VI – TRANSFORMATION – PROROGATION – DISSOLUTION –  
LIQUIDATION**

---

**ARTICLE 20 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION**

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer les capitaux propres dans la proportion fixée par la loi, le président de la société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure prévue par la loi s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision de l'Associé Unique à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision de l'Associé Unique est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision de l'Associé Unique.

**ARTICLE 21 - LIQUIDATION**

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée, la société est en liquidation, sauf dans les cas prévus par la loi, notamment lorsque l'Associé Unique est une personne morale.

L'Associé Unique règle le régime de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

L'actif net, après remboursement du nominal des titres de capital, est attribué à l'Associé Unique.

## **TITRE II – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE PERTE DU CARACTERE UNIPERSONNELLE DE LA SOCIETE**

---

### **ARTICLE 22 - PERTE DU CARACTÈRE UNIPERSONNEL**

L'existence de plusieurs associés entraîne la disparition du caractère unipersonnel de la société. Telle est la conséquence notamment de la survenance d'une indivision sur les actions, en pleine propriété ou en nue-propriété, chaque indivisaire ayant la qualité d'associé.

La société se trouvera alors régie par les dispositions propres aux sociétés par actions simplifiées dont le capital est la propriété de plusieurs associés, ainsi que par les dispositions des présents statuts pour autant qu'elles ne sont pas spécifiques à la société par actions simplifiée unipersonnelle ni contraires aux articles 23 à 32 ci-après et sans préjudice de la faculté laissée alors aux associés de modifier les statuts.

La société retrouvera son caractère unipersonnel dès la réunion de toutes les actions dans une même main. Elle adoptera à nouveau le fonctionnement d'une société par actions simplifiée unipersonnelle selon les dispositions des articles 1 à 21.

### **ARTICLE 23 - MODIFICATIONS DU CAPITAL - ROMPUS**

En cas d'émission de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, la transmission du droit de souscription à ces titres ou valeurs est soumise aux dispositions prévues à l'article 24 pour la transmission des titres eux-mêmes. Ces dispositions sont également applicables en cas de renonciation individuelle d'un associé à son droit préférentiel de souscription.

Les augmentations et réductions du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ». Dans ce cas, comme chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs titres pour exercer un droit quelconque notamment par conversion, échange ou attribution, les titulaires possédant un nombre de titres inférieur à celui requis pour exercer ce droit doivent faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des titres nécessaires.

La société a toujours la faculté d'exiger, par une décision extraordinaire des associés, le rachat de tout ou partie de ses propres actions de préférence.

### **ARTICLE 24 - TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT**

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital, s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Toute transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital, quel qu'en soit le bénéficiaire même s'il est déjà associé, est soumise à agrément préalable de la société, que cette transmission résulte d'une cession, d'une succession ou de la liquidation de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

L'agrément est donné par décision collective extraordinaire des associés. Il résulte, soit de sa notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de cession, le cédant prend part au vote et ses titres sont pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de succession, les titres de l'associé décédé ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de liquidation d'une communauté de biens du vivant des époux ou résultant du décès du conjoint de l'associé, l'époux associé prend part au vote et les titres inscrits à son nom sont pris en compte pour le calcul de la majorité.

Si la société refuse d'agréer la transmission, le président de la société doit, dans le délai de trois mois à compter du refus faire acquérir les valeurs mobilières, soit par des associés, soit par des tiers, eux-mêmes soumis à agrément, à un prix fixé dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code civil, sauf si, en cas de cession, le cédant renonce à son projet. La société peut également, avec l'accord du cédant, racheter les valeurs mobilières. Dans ce cas, elle est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

L'héritier ou le conjoint non agréé est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur des droits sociaux de son auteur.

Si, à l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, l'achat ou le rachat des titres n'est pas intervenu, le consentement à la transmission est acquis.

#### **ARTICLE 25 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE**

Les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sont soumises à un contrôle des associés.

Le commissaire aux comptes, s'il existe, présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport lorsqu'ils statuent sur les comptes annuels, l'associé intéressé par la convention ne peut prendre part au vote et ses titres de capital ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux opérations portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article 14 s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article au président de la société et aux directeurs généraux.

#### **ARTICLE 26 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

Les pouvoirs dévolus à l'Associé Unique dans le cadre de la société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés dans les formes et conditions ci-après prévues.

#### **ARTICLE 27 - OBJET DES DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

Les décisions qui sont prises collectivement par les associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont les suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats, à l'exception des distributions d'acomptes sur dividendes qui sont de la compétence du président de la société,

- le cas échéant, examen du rapport du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article 25 et décisions s'y rapportant ;
- nomination, révocation du président de la société et du ou des directeurs généraux, détermination de la durée de leurs fonctions, fixation de leur rémunération,
- autorisation des opérations qui excèdent les pouvoirs des dirigeants,
- nomination des commissaires aux comptes,
- rachats d'actions prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Au moyen de décisions ordinaires, les associés statuent également sur toute proposition concernant la conduite des affaires sociales.

Les décisions extraordinaires sont les suivantes :

- agrément préalable des cessionnaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions,
- émission de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- autorisation à donner au président de la société afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés correspondants,
- fusion, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,
- transformation en société d'une autre forme,
- prorogation de la durée de la société,
- modification des statuts dans toutes leurs autres dispositions,
- dissolution anticipée de la société, règlement du régime de la liquidation, nomination et révocation du ou des liquidateurs, fixation de leurs pouvoirs et de leur rémunération.

## **ARTICLE 28 - FORME DES DÉCISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives des associés résultent, au choix du président de la société, d'une assemblée ou d'une consultation écrite. Elles peuvent également, quel qu'en soit l'objet, résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

En cas de réunion d'une assemblée, elle est convoquée par le président de la société.

La convocation est faite quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se réunir sans délai, si tous les associés sont présents ou régulièrement représentés et y consentent.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence est émarginée par les membres de l'assemblée et certifiée exacte par le président de séance.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

En cas de consultation écrite, le président de la société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que tous documents utiles à leur information.

Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai imparti est considéré comme s'étant abstenu.

S'il existe un comité social et économique, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au président de l'aviser, par écrit, de la date à laquelle doivent être prises par les associés les décisions concernant les comptes annuels.

En ce cas, la société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente-cinq jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité social et économique dûment mandaté au siège de la société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le président accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité social et économique dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

## **ARTICLE 29 - PARTICIPATION AUX DÉCISIONS COLLECTIVES**

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives dès lors que ses titres de capital sont inscrits en compte à son nom.

Les propriétaires indivis de titres de capital sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun de leur choix.

En cas de démembrement de propriété, le droit de vote attaché au titre de capital appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-proprétaire pour les décisions extraordinaires.

L'associé peut se faire représenter à l'assemblée par son conjoint ou par un autre associé justifiant d'un mandat.

La société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme, privées du droit de vote par la loi, seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf dispositions contraires des présents statuts.

### **ARTICLE 30 - REGLES DE MAJORITE POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la majorité des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote et les décisions extraordinaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote.

Toutefois, les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

- modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce notamment celles relatives à l'agrément des cessionnaires de titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- augmentation de l'engagement des associés ; et
- changement de la nationalité de la société.

### **ARTICLE 31 - PROCÈS-VERBAUX**

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

### **ARTICLE 32 - DROIT D'INFORMATION DE ASSOCIES**

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et, le cas échéant, les comptes consolidés et les rapports du commissaire aux comptes, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution sont tenus à la disposition des associés quinze (15) jours au moins avant la date à laquelle ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le président de la société adresse ou remet aux associés avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.